Document généré le 6 août 2025 10:51

Cahiers de géographie du Québec

Le Nicaragua à l'heure du développement régional non capitaliste

Juan Luis Klein et Orland Pena

Volume 27, numéro 72, 1983

URI : https://id.erudit.org/iderudit/021621ar
DOI : https://doi.org/10.7202/021621ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)
1708-8968 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Klein, J. L. & Pena, O. (1983). Le Nicaragua à l'heure du développement régional non capitaliste. *Cahiers de géographie du Québec*, *27*(72), 425–451. https://doi.org/10.7202/021621ar

Résumé de l'article

L'article analyse les antécédents et les modalités du processus actuel de régionalisation au Nicaragua. Le Nicaragua est divisé en deux grands systèmes spatiaux: la côte atlantique et le centre-ouest. Dans le premier espace, les forces structurantes du système s'articulent, d'abord, autour de l'implantation des capitaux étrangers et de l'exploitation des ressources naturelles, ensuite autour des composantes ethnico-culturelles d'une population majoritairement indigène. Dans le second, la désintégration territoriale résulte de l'action d'autres facteurs socio-économiques, telles la formation et la croissance d'une bourgeoisie nationale importatrice et exportatrice et la prolétarisation d'une grande partie de la paysannerie et de la main-d'oeuvre urbaine. Le nouveau gouvernement s'attend à ce que la régionalisation apporte, entre autres, le développement d'une économie agro-industrielle, l'amélioration de l'infrastructure territoriale, la réduction du poids démographique relatif de Managua, la solution des difficultés de l'agriculture migratoire et la décentralisation des investissements; tout cela par le biais d'un effort collectif auquel participeraient le Front sandiniste, le Gouvernement de reconstruction nationale et, surtout, les ouvriers et les paysans.

Tous droits réservés © Cahiers de géographie du Québec, 1983

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

CAHIERS DE GÉOGRAPHIE DU QUÉBEC
Vol. 27, no 72, décembre 1983, 425-451

LE NICARAGUA À L'HEURE DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL NON CAPITALISTE

par

Juan Luis KLEIN et Orlando PENA

Département des sciences humaines,
Université du Québec à Chicoutimi, Chicoutimi, Qué., G7H 2B1

RÉSUMÉ

L'article analyse les antécédents et les modalités du processus actuel de régionalisation au Nicaragua. Le Nicaragua est divisé en deux grands systèmes spatiaux : la côte atlantique et le centre-ouest. Dans le premier espace, les forces structurantes du système s'articulent, d'abord, autour de l'implantation des capitaux étrangers et de l'exploitation des ressources naturelles, ensuite autour des composantes ethnico-culturelles d'une population majoritairement indigène. Dans le second, la désintégration territoriale résulte de l'action d'autres facteurs socio-économiques, telles la formation et la croissance d'une bourgeoisie nationale importatrice et exportatrice et la prolétarisation d'une grande partie de la paysannerie et de la main-d'œuvre urbaine. Le nouveau gouvernement s'attend à ce que la régionalisation apporte, entre autres, le développement d'une économie agro-industrielle, l'amélioration de l'infrastructure territoriale, la réduction du poids démographique relatif de Managua, la solution des difficultés de l'agriculture migratoire et la décentralisation des investissements ; tout cela par le biais d'un effort collectif auquel participeraient le Front sandiniste, le Gouvernement de reconstruction nationale et, surtout, les ouvriers et les paysans.

MOTS-CLÉS : Désarticulation spatiale, classes sociales, régionalisation, structure administrative, état, territoire, Nicaragua.

ABSTRACT

Nicaragua at the time of non capitalist regional development

The article analyses the antecedents and the current forms of the regionalization process in Nicaragua. Nicaragua is divided into two major geographical areas : the Atlantic coast and the Western Central region. In the first area, the structuring forces are centered on foreign capitalistic investments, the exploitation of natural resources, and the ethnical and cultural components of a mostly indigenous population. In the second area, the territorial desintegration results from the action of other socio-economic factors such as the formation and growth of an importing and exporting national bourgeoisie and the proletarization of a large part of the peasant and urban work force. The new government expects the regionalization to contribute, among other things, to the development of an agro-industrial economy, an improvement of the spatial infrastructure, a reduction of the relative demographic weight of Managua, a solution of the problem of migratory agriculture, and a decentralization of investments. In all these projects, a collective effort will be made by the Sandinist Front, the government of national reconstruction and, especially, the workers and peasants.

KEY WORDS : Spatial disarticulation, social classes, regionalization, administrative structure, state, territory, Nicaragua.

*

* *

Figure 1

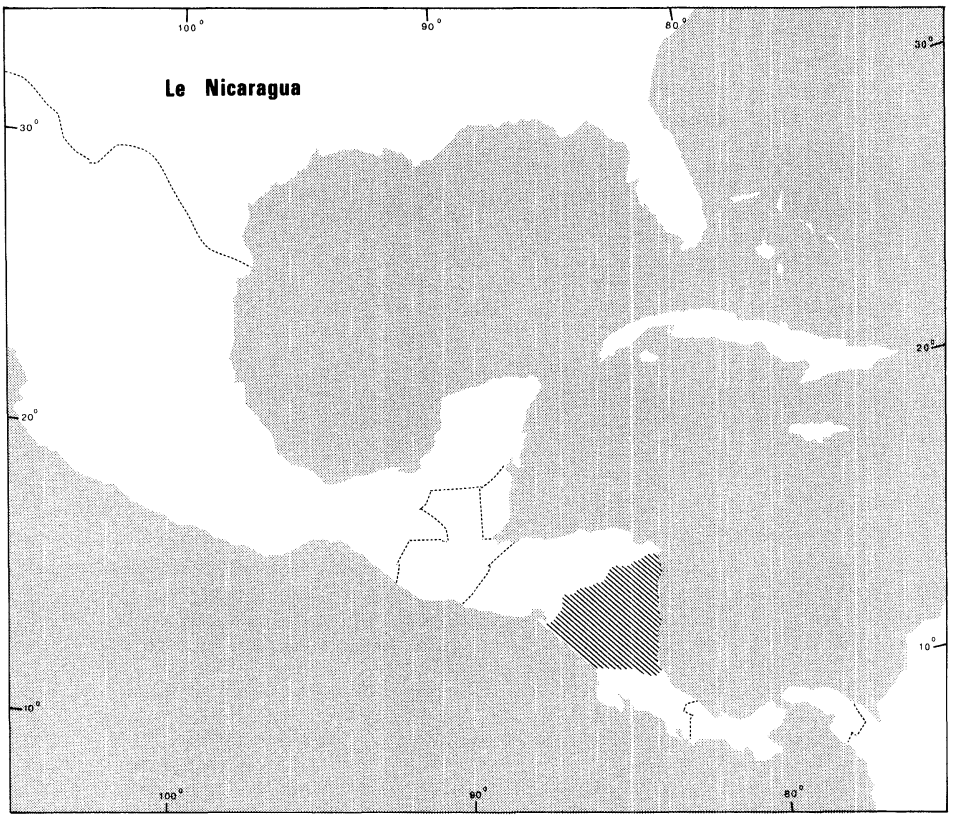
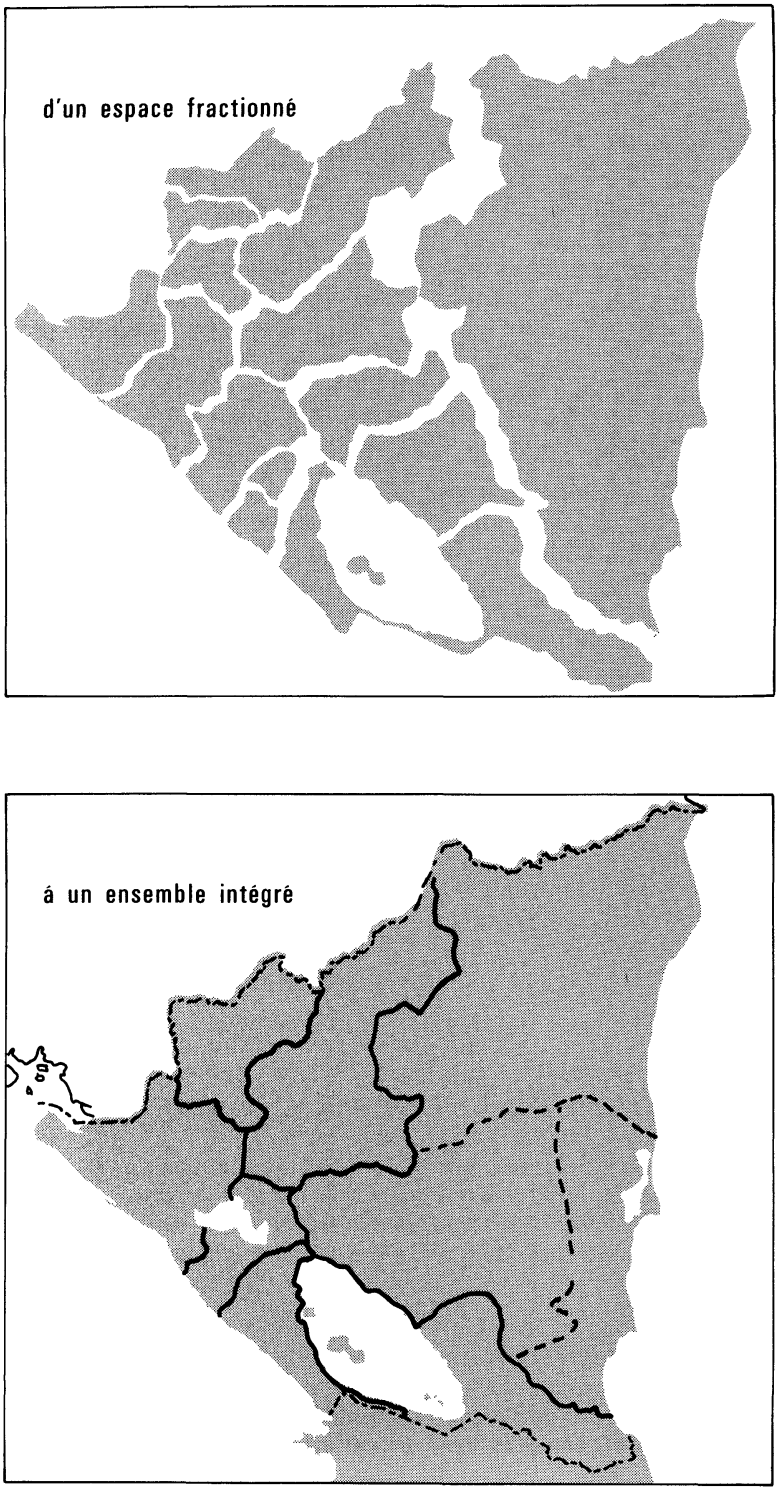


Figure 2



Le programme de régionalisation annoncé officiellement à Managua le 19 juillet 1982[1], à l'occasion du troisième anniversaire de la révolution sandiniste, peut être considéré comme une étape importante de l'évolution du Nicaragua. Le nouveau gouvernement sandiniste a dû assumer, entre autres importantes responsabilités, celle de reconstruire un espace national, et ce, sur les ruines accumulées après des décennies et des siècles de régime colonial, de mercantilisme et d'exploitation post-coloniale, d'inefficacité dans l'administration bureaucratique et, enfin, de dictature somoziste. En bonne partie à cause de la pénétration des capitaux étrangers, le Nicaragua était parvenu à constituer un espace désarticulé, fracturé, atomisé (Miplan, 1980).

Le Front Sandiniste de Libération Nationale (F.S.L.N.) et la Junte du Gouvernement de Reconstruction Nationale (J.G.R.N.), réagissant face à ce problème et y cherchant une solution définitive, ont enclenché un processus de régionalisation, qui, bien que cela puisse paraître paradoxal, a comme objectifs à long terme la constitution d'un espace véritablement national et la construction d'un État intégral[2]. Dans ce travail nous essaierons d'analyser les antécédents, modalités et aspects originaux de ce projet de reconstruction de l'unité territoriale nicaraguayenne.

Il importe de signaler au préalable que ce travail est la première étape d'un projet plus vaste. Conséquemment, nous avons mis l'emphase sur les aspects descriptifs, ce qui ne nous interdira pas de poser quelques hypothèses globales sur le problème. Délibérément, nous ne nous sommes référés qu'au problème de la régionalisation, laissant de côté d'autres aspects sans doute importants mais qui dépassent les limites que nous nous sommes volontairement imposées. C'est le cas, par exemple, de la réforme agraire, de la nationalisation des ressources naturelles, des projets de développement industriel, etc., tous associés d'une façon ou d'une autre au développement de l'espace nicaraguayen[3]. Le travail sera présenté en deux étapes.

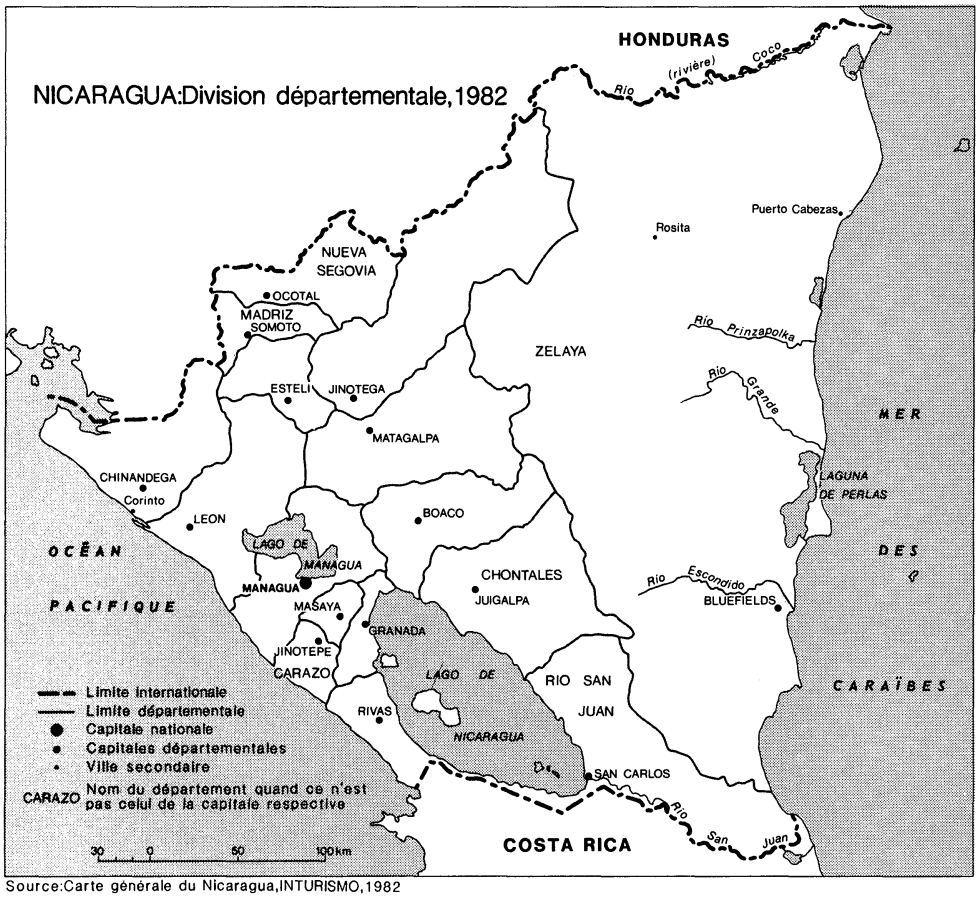
L'analyse des causes et des facteurs de la désarticulation régionale sera suivie d'un examen détaillé du plan de régionalisation ; seront ainsi privilégiées les perspectives de construction d'un espace intégré et vraiment national. Deux types de sources ont été consultés dans la préparation de ce travail. D'une part nous avons examiné une bonne partie de la documentation existante sur le problème, publiée et non publiée. D'autre part, nous nous sommes servis des informations recueillies au Nicaragua par l'un des auteurs de cet article, entre le 25 août et le 7 septembre 1982. Des entrevues ont été réalisées auprès de 12 personnes directement impliquées dans, ou concernées par le problème étudié[4].

FACTEURS HISTORIQUES DE LA DÉSARTICULATION SPATIALE

Comme il a été dit ci-dessus, le gouvernement de Reconstruction Nationale qui s'est installé au Nicaragua au mois de juillet 1979, suite à la prise du pouvoir par le Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN), a dû affronter une difficulté importante : la division spatiale du travail ne correspondait pas à la division juridique et administrative du territoire.

Grosso modo, à l'intérieur des limites du Nicaragua se sont développés au moins deux systèmes spatiaux différents, que nous essaierons de décrire brièvement. Il existe d'une part ce que l'on appelle la grande région de la « Côte atlantique »[5], couvrant toute la partie Est du pays (figure 3). Cette région est formée principalement par le département de Zelaya qui, tout en n'étant habité que par 194 000 personnes,

Figure 3

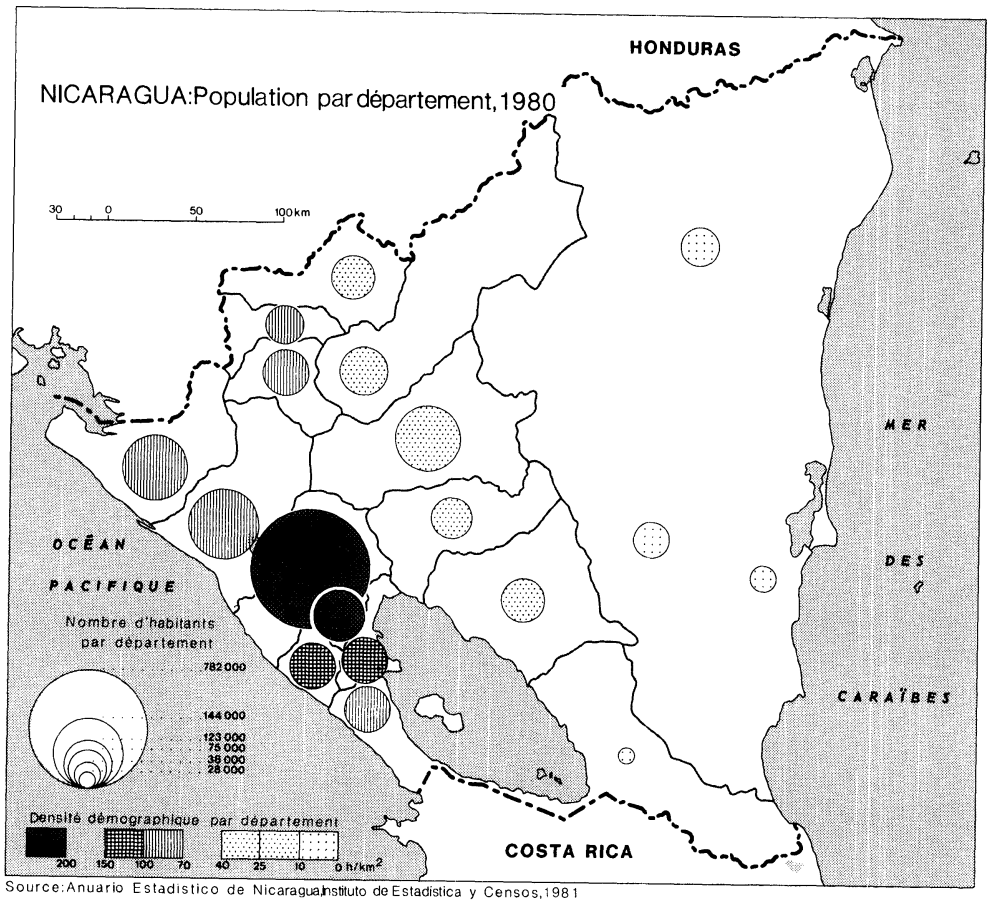


Source:Carte générale du Nicaragua,INTURISMO,1982

soit par moins de 10% de la population totale du pays, couvre un territoire de 59 000 km², soit près de 50% de la superficie nationale qui est de 118 358 km². D'autre part, on trouve la région naturelle du centre-ouest du pays, qui avec une superficie équivalente à celle de la « Côte atlantique », concentre près de 90% de la population et la quasi-totalité des infrastructures. Dans cette dernière région se trouve le département de Managua, comprenant la capitale nationale, qui concentre 782 000 habitants, près de 25% du total, sur une superficie de 3 600 km², soit moins de 4% de la superficie nationale (figure 4).

On peut donc constater au préalable qu'entre les deux grands systèmes socio-territoriaux du Nicaragua il y a des différences importantes au niveau de la population et des infrastructures. Ces différences apparaissent avec clarté lorsqu'on étudie le réseau routier. En effet, il est possible de constater que toutes les routes pouvant être utilisées pendant toute l'année, y compris les routes internationales, sont concentrées dans la région du Centre-Ouest du pays alors que dans la région de la « Côte atlantique » on ne trouve que quelques routes saisonnières, utilisables seulement pendant la saison sèche[6]. [Les autorités projettent de rendre ce réseau carrossable à

Figure 4



Source: Anuario Estadistico de Nicaragua, Instituto de Estadistica y Censos, 1981

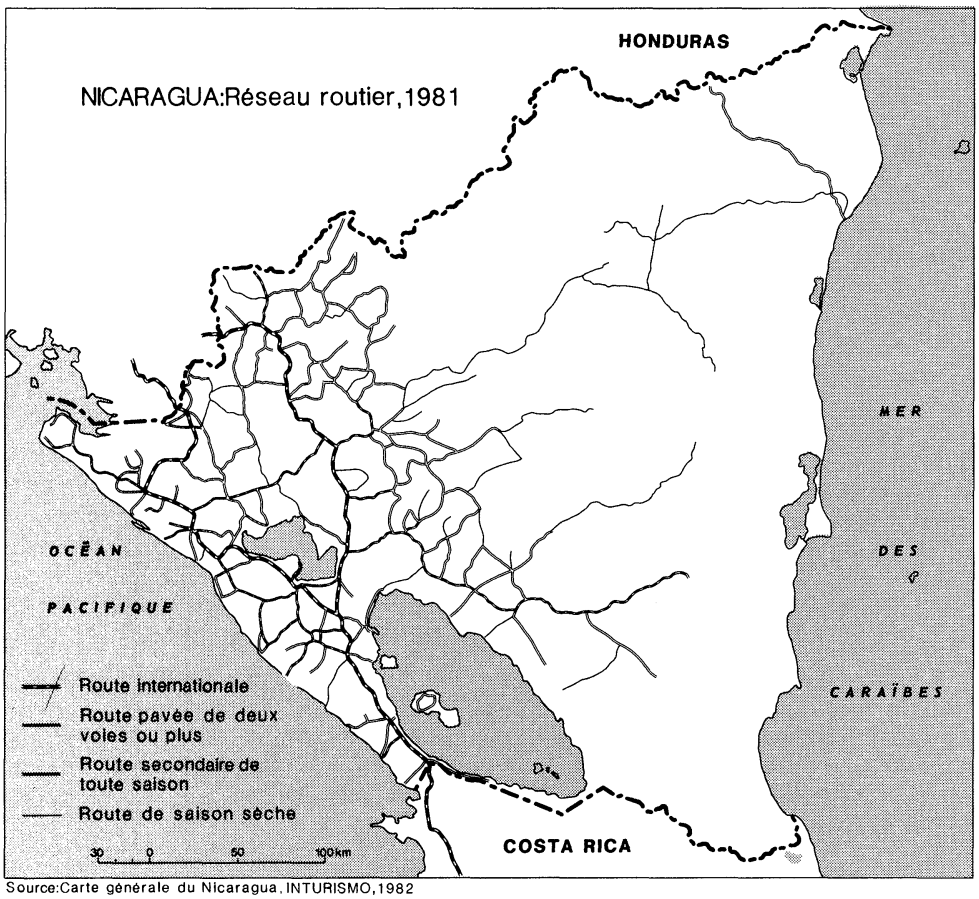
l'année longue]. Il importe de souligner que dans cette dernière région les quelques routes saisonnières existantes ont une orientation perpendiculaire au littoral atlantique. Il n'existe donc aucune infrastructure orientée dans le sens longitudinal, ce qui explique l'isolement dans lequel se trouvent les différentes localités de cette région et les faiblesses existant au niveau de l'interaction de sa population (figure 5).

L'espace nicaraguayen manque donc d'unité et d'homogénéité ; cela nous paraît clair. Mais au-delà de cette constatation, il importe de bien saisir la dynamique qui préside à une telle situation. Ceci implique pour nous une démarche historique, car, nous en faisons l'hypothèse, bien que l'on doive tenir compte des facteurs naturels et physiques, la désarticulation de l'espace nicaraguayen est due surtout à des facteurs de nature historique et politique.

La pénétration du capital étranger et l'isolement de la « Côte atlantique »

La division du territoire nicaraguayen en deux grands systèmes spatiaux semble relever en bonne partie d'une force désintégratrice qui éloignerait, dans tous les sens

Figure 5



Source:Carte générale du Nicaragua, INTURISMO, 1982

du terme, la côte atlantique du noyau central du pays, laquelle force relèverait autant du potentiel des ressources naturelles que de la forte pénétration de capitaux monopolistes étrangers[7]. Cette pénétration, qui date d'époques lointaines, a provoqué un agencement culturel, social et ethnique qui a d'abord modifié et ensuite singularisé la société régionale. Nous procéderons à l'analyse de ce processus de façon détaillée.

Les ressources naturelles

Les conditions climatiques, hydrologiques, géomorphologiques et pédologiques de la « Côte atlantique » sont particulièrement favorables à la culture et à l'exploitation de plusieurs variétés de bois précieux, de conifères utiles pour l'industrie, de caoutchouc et de bananes. Sur le littoral on trouve aussi plusieurs variétés de poissons et de tortues. À l'intérieur, l'or et l'argent sont aussi des ressources importantes. Au total, cette région compte donc des ressources abondantes et variées, ainsi que, faut-il le souligner, une main-d'œuvre indigène autochtone abondante. Or, comme c'est d'ailleurs le cas dans bien d'autres pays du « tiers

monde», les richesses générées par l'exploitation de ces ressources et de cette main-d'œuvre n'ont nullement été réinvesties dans la région et, conséquemment, n'ont pas servi à l'enrichissement ni de la population locale, ni de la population nationale. Au contraire, cette région qui est peut-être la mieux pourvue en ressources, est celle où le développement autarcique a été le plus absent. De plus, l'irrationalité des méthodes extractives utilisées, motivée par la recherche de la maximisation du profit à court terme, a provoqué l'épuisement de certaines ressources et, dans certains cas, la modification irréversible des conditions naturelles (Jenkins *et al*, 1982 ; Irena, 1980b et 1981). Nous le verrons, ces caractéristiques sont dues au type d'implantations productives qu'on trouve dans la région et à la stratégie de pénétration du capital étranger dans celle-ci, stratégie qui, nous devons le souligner dès maintenant, est passablement différente de celle que l'on trouve dans la région du Centre-Ouest du Nicaragua.

La pénétration des capitaux étrangers

La « Côte atlantique» est un bon exemple des économies d'enclave, si répandues en Amérique centrale[8]. Ces enclaves ont été implantées par des capitaux d'abord britanniques et ensuite nord-américains. Ces capitaux se sont introduits dans la région dès le XVII[e] siècle. Ce sont ces capitaux étrangers qui ont modelé le système socio-territorial de la « Côte atlantique», comme en témoignent les nombreux villages et localités portant des noms anglo-saxons (Bluefields, Corn Island, etc.).

L'influence britannique dans cette région était si importante qu'en 1843 la Grande-Bretagne a pu s'en approprier en la déclarant protectorat, le « protectorat du royaume miskito»[9], dont le territoire s'étendait, théoriquement du moins, sur une bonne partie de la région. Ces velléités monarchiques étaient toutefois condamnées à l'échec, et ce à cause de l'intérêt grandissant que les États-Unis portaient à la région et à l'Amérique centrale dans son ensemble (Casina, 1982).

En effet, dès 1850, des capitaux nord-américains ont mis sur pied une première entreprise trans-nicaraguayenne de transport, de charge et de passagers. Il importe de rappeler que seulement deux années auparavant on découvrait de l'or en Californie et qu'on commençait à penser à des projets de construction d'un canal inter-océanique en Amérique centrale. Or, l'un de ces projets privilégiait le territoire du Nicaragua pour la construction d'un tel canal, le Lac du Nicaragua et la rivière « Rio San Juan» ayant été prévus comme des composants importants de celui-ci. Rappelons-le, la rivière « Rio San Juan» était une voie navigable qui reliait la Côte atlantique au reste du pays. Les États-Unis étaient donc très attentifs au sort de cette région et du Nicaragua dans son ensemble, ce qui ne manquait d'ailleurs pas de les mettre en conflit avec la puissance britannique. Ce conflit a été réglé définitivement au profit des intérêts des États-Unis en 1860, lorsque la Grande-Bretagne renonçait au protectorat de « La Mosquitia». La « Côte atlantique» passa alors sous juridiction nicaraguayenne. Toutefois, il a fallu attendre jusqu'en 1894 pour que le gouvernement libéral et nationaliste du Jose Santos Zelaya réincorpore définitivement cette région dans les limites de la république nicaraguayenne[10]. Or, comme nous le verrons ci-dessous, cette incorporation n'a été que formelle.

En effet, malgré les tendances nationalistes du gouvernement de Zelaya, la conjoncture fut favorable pour la pénétration du capital américain, et ce particulièrement dans la région de la « Côte atlantique». Pendant les treize ans de ce

gouvernement, soit entre 1893 et 1906, près de 10% du territoire de la région a été cédé à des compagnies américaines sous forme de concessions. Cette « générosité » n'a pourtant pas empêché ces compagnies de provoquer la chute de Zelaya lorsque celui-ci a voulu imposer une politique fiscale qui, entre autres choses, voulait obliger les compagnies américaines à payer des impôts pour l'exploitation des territoires concédés. Zelaya a donc dû abandonner le gouvernement en 1909, ce qui a ouvert la voie à l'intervention directe des « marines » américains qui vont rester sur le sol nicaraguayen de 1912 à 1933 [11].

Il importe de le souligner, c'est en réponse à cette intervention de l'armée américaine sur le territoire nicaraguayen que se constitue l'Armée pour la Défense de la Souveraineté Nationale (« Ejército Defensor de la Soberania Nacional »), conduit par Augusto Cesar Sandino (Ramirez, 1981). Un nombre important des actions menées par cette armée eurent lieu sur la « Côte atlantique ». Cette première armée sandiniste attaqua de façon répétée les nombreuses implantations des compagnies américaines dans la région.

Ainsi, en partie à cause de ces actions, les États-Unis prirent la décision de retirer leurs troupes du territoire nicaraguayen en 1933, non sans laisser une relève qui continuerait à veiller à leurs intérêts : Somoza et sa « garde nationale ». Rappelons-le, ceux-ci assassinèrent le général Sandino en 1934 et réussirent ainsi à anéantir la guérilla. La situation nationale et, surtout, régionale redevenait alors favorable à l'exploitation des ressources naturelles par des compagnies étrangères, qui, à partir de ce moment-là, s'implantèrent nombreuses dans la « Côte atlantique ». Citons, à titre d'illustration, l'arrivée en 1934 sur le territoire de cette région de la *Ventures Ltd.*, compagnie canadienne qui plus tard s'intégrera au groupe *Falconbridge*. Par ailleurs, trois ans plus tard, soit en 1937, la *Noranda Mines Ltd.*, une autre compagnie canadienne, s'implantait dans la région centre-ouest de Nicaragua (Klein et Pena, 1982).

L'intégration de la « Côte atlantique » à l'économie capitaliste, à travers la pénétration de compagnies monopolistes étrangères, devait s'intensifier avec le début de la Deuxième Guerre mondiale. Les nouvelles exigences de l'économie de guerre nord-américaine impliquèrent l'intensification de l'exploitation de ressources telles le caoutchouc, le bois et les métaux, par les compagnies multinationales. Outre l'épuisement de certaines de ces ressources, les pressions de la guerre provoquèrent la formation d'une classe de travailleurs salariés qui était plus importante, en nombre, que celle qu'on pouvait trouver dans le Centre-Ouest du pays au même moment [12].

Spécificités et conflits ethniques [13]

Le processus de pénétration du capitalisme dans la « Côte atlantique » décrit ci-dessus, se développait dans un environnement ethnique particulier, différent de celui qui se structurait en même temps dans le Centre-Ouest du pays. Quelques informations nous aideront à comprendre ces spécificités. La population totale de la région est de 220 000 habitants. De ce nombre, un pourcentage légèrement majoritaire (près de 55%) correspond à la population indigène, composée surtout des Miskitos. On évalue la population indigène à quelque 120 000 personnes. Ensuite on trouve un groupe composé par des créoles noirs et par des Chinois qu'on évalue à 80 000 personnes. Le reste est formé par des métis blancs, appelés espagnols dans cette région, et par des étrangers (Ciera, 1981, p. 25). La structure de classes provoquée par

la pénétration du capitalisme contribue à consolider cette hétérogénéité ethnique et culturelle. Alors que les Miskitos sont majoritairement des « petits producteurs» agricoles, dans certains cas semi-prolétarisés, les créoles noirs, les Chinois et, dans une moindre mesure, les Espagnols, forment les bourgeoisies locales et, dans certains cas, une sorte de sous-prolétariat.

Il faut souligner que la marginalisation des Miskitos a été et est la cause de problèmes permanents dans la région, problèmes qui parfois prennent des dimensions nationales. Ces problèmes se manifestent par des conflits plus ou moins permanents entre Miskitos et « espagnols», conflits qui ont provoqué certaines revendications de nature indépendantiste chez les Miskitos, revendications qui, comme on se le rappellera, ont des racines qui remontent à la création du protectorat britannique au XIX^{e} siècle (Ortega, 1982).

Cette spécificité de la « Côte atlantique» a pris dernièrement des connotations nouvelles, surtout dans la zone frontalière avec le Honduras. Les communautés de Miskitos se trouvent des deux côtés de la frontière. La longue tradition d'affrontement entre celles-ci et les Espagnols aggrave les difficultés de l'armés sandiniste à assurer le contrôle de cette zone, ce qui sert aux propos déstabilisateurs des bandes somozistes qui, protégées par l'armée hondurienne, s'entraînent de l'autre côté de la frontière et pénètrent de façon réitérée dans le territoire nicaraguayen[14]. Bref, les politiques raciales du néo-colonialisme américain et les manœuvres du somozisme n'ont fait qu'intensifier des conflits ethniques dont les racines remontent à la présence de l'empire colonial britannique dans cette région.

La formation d'une bourgeoisie nationale importatrice et exportatrice et la désintégration spatiale du Centre-Ouest

Les constats que nous avons pu faire nous ont permis d'illustrer l'existence de deux grands systèmes spatiaux à l'intérieur du pays. Les grands traits de la « Côte atlantique» étant identifiés, nous procéderons à l'étude du système spatial du Centre-Ouest. Dans le cas de cette région, on doit remonter aussi au moment de son articulation tardive au système capitaliste mondial.

En effet, le caractère agro-exportateur de l'économie du Centre-Ouest du Nicaragua date seulement du début du vingtième siècle. Auparavant, la région se caractérisait par l'organisation semi-féodale de sa structure socio-économique, structure qui était dominée par une classe formée par des grands propriétaires terriens. C'était le temps de l'aristocratie latifundiaire, de l'emploi massif de la force de travail servile, et des pratiques paternalistes. Des résidus importants de cette époque survivent encore, particulièrement dans le sud-ouest du pays (Wheelock, 1980).

Émergence de la bourgeoisie caféière et prolétarisation de la petite paysannerie

Pendant les dernières années du XIX^{e} siècle, une nouvelle classe sociale commence à émerger. Cette classe sociale était associée à la culture du café, et à l'insertion de l'économie nicaraguayenne dans la division internationale du travail. La nouvelle « bourgeoisie caféière» est le soutien principal du gouvernement nationaliste de Jose Santos Zelaya dont les orientations ont été identifiées ci-dessus. L'émergence

de cette nouvelle classe dominante a été accompagnée d'un processus de modification autant dans la tenure que dans l'utilisation d'une bonne partie des terres de la région Centre-Ouest du Nicaragua. En effet, la petite paysannerie auto-suffisante a été dépossédée de ses terres, lesquelles ont été concentrées entre les mains de la bourgeoisie caféière. Des terres qui servaient auparavant à la production de grains ou de fruits, nécessaires à la consommation de la population locale, produisaient dès lors du café, destiné à l'exportation. La dépossession de la petite paysannerie induit celle-ci à se prolétariser, ou plutôt à se semi-prolétariser, fournissant la force de travail nécessaire à la récolte du café [15].

La production caféière ne s'est toutefois pas implantée dans tout le territoire de la région. Elle est devenue dominante surtout dans les départements du Centre-Nord, soit dans ceux de Matagalpa, Jinotega et Nueva Segovia. Depuis la fin des années cinquante, des fronts pionniers « poussent» la frontière agricole vers la région de la « Côte atlantique», intégrant de nouvelles terres, antérieurement boisées, à la production caféière.

Nous l'avons déjà dit, le gouvernement libéral et nationaliste de Zelaya, qui était en fait l'expression politique de la nouvelle classe associée à la production du café pour l'exportation, est tombé sous les pressions des compagnies monopolistes américaines. Ainsi, la nouvelle bourgeoisie agro-exportatrice fut déplacée de la direction de l'État par l'ancienne aristocratie latifundiaire, conservatrice, en étroite alliance avec l'armée américaine qui, on l'a dit, veillait aux intérêts des monopoles qui venaient de s'implanter au Nicaragua. Ainsi, les possibilités d'une accumulation de capital entre les mains d'une bourgeoisie locale émergente se voyaient frustrées, bloquées par la pénétration du capital monopoliste américain.

L'implantation de la culture du café a donc eu comme principales conséquences 1) la prolétarisation totale ou partielle de la petite paysannerie, totale dans les cas où les paysans émigraient soit vers la ville soit vers des centres miniers ou industriels, et partielle lorsque ceux-ci partageaient leur période annuelle de travail entre la petite production et le travail salarié dans les grandes plantations, 2) la spécialisation d'une partie de la région dans une activité économique très dépendante des marchés extérieurs et des variations des prix, 3) et l'asservissement presque absolu d'une partie du territoire aux intérêts d'une bourgeoisie forte sur le plan économique mais bloquée sur le plan politique.

L'implantation de la culture du coton : une nouvelle étape dans l'intégration à la division internationale du travail

Un facteur important modifie la structure économique et sociale de la région au début des années cinquante. À partir de ce moment, le Nicaragua, et particulièrement la région du Centre-Ouest devient un producteur important de coton destiné à satisfaire les besoins de l'industrie textile américaine. On le sait, traditionnellement c'était la Corée qui fournissait le coton à l'industrie textile des États-Unis. Or, les différents conflits que ce pays a dû subir pendant ces années, modifièrent ses capacités productives et ses liens avec les capitaux américains. Ceux-ci durent alors trouver un lieu plus propice pour l'implantation de cette culture. Le Nicaragua fut ce lieu [16].

Comme conséquence de cette modification dans la division internationale du travail, le coton devint le principal produit d'exportation du Nicaragua. Or, il importe

de souligner qu'entre la culture du café et celle du coton il y a une différence essentielle. Alors que la production caféière nécessite un support minime en technologie et en infrastructure, la production de coton, beaucoup plus intensive en capital, implique des engrais en grand nombre, une machinerie relativement moderne et un niveau technologique supérieur. Par ailleurs la culture du coton avait comme objectif l'exportation et ce sans aucune transformation du produit. De cette façon, la culture du coton est associée à l'émergence d'une classe importatrice et exportatrice: importatrice des capitaux et de machinerie et exportatrice d'un produit sans aucune transformation. Cette modification de la division internationale du travail marquera dès lors l'économie de la région du Centre-Ouest.

La culture du coton s'est développée surtout dans la zone côtière, près du Pacifique. Il importe de le souligner, contrairement à l'implantation de la culture caféière, la production du coton n'a pas impliqué de transformations importantes dans le système de propriété de la terre. Il n'y a pas eu de concentration foncière, du moins en ce qui concerne la propriété, par la nouvelle bourgeoisie cotonnière. La production a eu lieu surtout sur des terres boisées, anciennement communales, administrées par l'État. Ainsi, les bénéfices de la culture du coton étaient répartis entre les producteurs, les banques qui leur fournissaient le capital nécessaire à l'importation de machinerie et d'engrais, et une bureaucratie étatique qui louait le sol. Il s'agit en fait d'un exemple qui illustre bien un type passablement généralisé de collusion entre le capital financier international, la bourgeoisie nationale et la bureaucratie étatique, et l'influence de cette collusion dans le rôle attribué aux différents aspects régionaux d'un pays dans la division spatiale du travail, celle-ci étant considérée dans ses dimensions internes et internationales.

En 1955, 80% de la superficie en culture de la zone côtière était consacrée à la production de coton. L'intensité de celle-ci a provoqué l'épuisement du sol dans plusieurs endroits. Une intense érosion éolienne du sol de toute cette zone en a été la conséquence, comme en témoigne le cas du département de Leon[17]. Dans ce département on a dû plus tard planter des arbres formant des barrières coupe-vent pour diminuer les effets de l'érosion éolienne. De plus, la production du coton a intensifié la semi-prolétarisation des petits propriétaires agricoles, et les migrations saisonnières de main-d'œuvre.

Ainsi, au début des années soixante-dix, trois classes sociales se partageaient le territoire du Centre-Ouest du Nicaragua, et ce d'une façon qui nous autorise à faire un rapprochement avec la formation d'enclaves dans la « Côte atlantique». Or, dans ce cas il ne s'agissait pas d'enclaves de compagnies étrangères, mais plutôt d'« enclaves de classe». Ces classes, nationales d'origine mais fortement articulées au capital étranger, étaient associées à des banques qui représentaient leurs intérêts, toutes évidemment situées à Managua. Ces banques se formèrent durant les années cinquante. Ces classes sociales devaient cependant partager leurs zones d'influence avec le « Groupe Somoza», qui de simple gendarme des intérêts américains au Nicaragua était parvenu à diriger un groupe économique important. Somoza était propriétaire d'un pourcentage appréciable des terres (40%), de l'industrie, etc. Ses aspirations ont provoqué des contradictions profondes entre lui et les différentes fractions de la bourgeoisie nationale, lesquelles contradictions, on le sait, ont joué un rôle important dans les événements militaires et politiques qui ont abouti à la victoire du Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN).

Bref, la région « centre-occidentale» du Nicaragua a été passablement divisée, voire morcelée, peut-être autant que la « Côte atlantique» ; or, dans ce cas la division est surtout de nature socio-économique et politique.

Nicaragua : un État sans dimension territoriale

L'analyse des deux systèmes socio-territoriaux du Nicaragua, celui de la « Côte atlantique » et celui du Centre-Ouest, confirme la pertinence de notre principale hypothèse : l'État nicaraguayen, quelle que soit l'étape historique dont on parle, n'a jamais exercé un contrôle réel, sauf le contrôle policier des années pré-révolutionnaires, de son territoire. Même le régime de Somoza, fort de l'appui de l'armée et des États-Unis, n'a pu, pendant ses quarante-cinq ans de dictature, réaliser une relative homogénéisation du territoire national. Pour résoudre cette crise structuro-territoriale, la révolution populaire sandiniste a mis en marche un plan de régionalisation dont les caractéristiques seront analysées en profondeur ci-dessous [18].

LA CONSTRUCTION D'UN NOUVEL ESPACE POUR UN NOUVEL ÉTAT [19]

Bien qu'officiellement le projet de création d'un espace nicaraguayen homogène n'ait que quelques mois d'application, en réalité, les conditions qui sous-tendaient un tel projet sont déjà vieilles de plusieurs années. En fait, il s'agit d'un processus qui a commencé avec la révolution et qui, même avant la prise définitive du pouvoir par le Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN), pouvait se matérialiser par une prise en main des zones libérées, et ce par la création d'organismes d'administration de ces zones. Toutefois, même si ce volet pré-révolutionnaire du processus est important, nous nous concentrerons sur la période ultérieure à la guerre de libération et à la fonction d'un gouvernement de reconstruction nationale, soit ultérieur au 19 juillet 1979, moment où commence la construction d'un nouveau Nicaragua. Suite à de nombreuses études et consultations, ce gouvernement a produit un projet de régionalisation qui, même si cela peut paraître un peu paradoxal, devra conduire, nous pouvons en faire l'hypothèse, à l'intégration des différents segments du territoire nicaraguayen, et à la mise sur pied d'une structure spatiale de l'État.

Antécédents immédiats du projet de régionalisation

Déjà en 1980, au moment de la mise sur pied du programme de réactivation économique du pays, on crée, dans les faits, des instances de pouvoir et d'administration de niveau local. Le premier antécédent qu'on peut identifier dans ce processus correspond à la désignation d'un délégué du ministère de la Planification, chargé de coordonner le travail de ce ministère dans les différentes régions naturelles du Nicaragua. Ainsi, autour de la structure créée par le ministère de la Planification, s'organisent des comités de travail qui reçoivent le nom de Commissions de programmation et de coordination régionale (C.P.C.R.). En 1981, du niveau régional on passe au niveau départemental, lorsqu'on met sur pied des équipes de coordination intermunicipale dans les départements, ce qui sera un pas important vers la configuration d'un projet global de régionalisation. Ces commissions départementales opèrent entre 1980 et 1981, se préoccupant surtout de problèmes spécifiques, tels la production agricole, la production industrielle, la création d'infrastructures, etc.

En 1982, un fait nouveau vient renforcer le rôle des Commissions départementales de programmation et de coordination. Il s'agit de l'intégration des Comités de défense sandiniste (CDS), en tant qu'expression importante du mouvement populaire [20], au travail de ces commissions. Ainsi, l'expérience accumulée par des pratiques diverses,

souvent non planifiées, permet de concevoir le plan de régionalisation, qui, nous l'avons déjà dit, est annoncé publiquement le 19 juillet 1982, à l'occasion du troisième anniversaire de la prise du pouvoir par le FSLN, ce qui témoigne de l'importance que ce projet a aujourd'hui au Nicaragua.

Pour situer ce fait dans toutes ses dimensions il est nécessaire d'insister sur le fait que la structure territoriale héritée par le nouvel État, est celle qui a été construite pendant les différents régimes pré-révolutionnaires. Une telle structure répondait aux besoins d'un système fortement centralisé qui, comme nous l'avons déjà dit, a organisé le territoire en fonction de besoins extérieurs au pays. On l'a déjà constaté, la division économique du territoire n'obéit à aucun critère scientifique. Elle résulte de l'organisation féodale implantée par la colonisation espagnole, des conflits avec la Grande-Bretagne, des intérêts classiques post-coloniaux et de ses conflits, des intérêts du capital financier international et de la division internationale du travail.

D'un autre côté la division administrative n'obéit pas à des critères plus intégrateurs. En fait, la division administrative n'avait pas de rapports avec la division spatiale du travail. Il existait évidemment des municipalités avec leurs mairies et des départements avec leurs capitales, mais ces entités ne jouèrent aucun rôle réel dans le développement économique et social du pays. Au contraire, elles servaient à Somoza, et son groupe, pour alimenter les fonds de l'État, c'est-à-dire les siens, leurs plus importantes fonctions étant la collecte d'impôts.

Il importe de s'attarder sur ce problème. Une des caractéristiques des économies capitalistes dépendantes est que la division politico-territoriale nationale ne correspond pas à la division spatiale du travail[21]. En fait, dans ce type d'économies, il n'existe pas une division spatiale du travail d'ordre national, dans la mesure où les différentes régions sont articulées de façon différentielle à la division internationale du travail, ce qui provoque la désarticulation du territoire. Ceci devient un problème important lorsqu'un peuple et un gouvernement, comme ceux du Nicaragua, décident de planifier le développement économique et social du pays dans une perspective non capitaliste. La construction d'un « territoire national » doit alors être vue comme une tâche prioritaire, qui présente évidemment des volets techniques importants mais qui a surtout une profonde dimension politique. Ainsi, l'objectif du plan de régionalisation mis en pratique au Nicaragua en juillet 1982 étant celui de construire un véritable espace national, on comprend que les mesures proposées aient un volet administratif et un volet économique. On comprend alors que le ministère de la Planification ait pu affirmer, dans un document d'appui au projet de régionalisation, que :

> « Nous sommes confrontés au problème complexe de devoir trouver la façon de réduire les grands "désajustements" et déséquilibres socio-économiques dans l'espace national, lesquels sont, en bonne partie, un héritage du colonialisme, de l'oligarchie nationale, et de l'intervention directe de l'impérialisme nord-américain, renforcés par la dépendance directe du système capitaliste, dont nous avons été les satellites pendant les dernières quarante-cinq années de dictature somoziste ». (Miplan, 1982, traduction libre).

On comprend aussi pourquoi l'une des personnes interviewées pouvait nous assurer que le plan de régionalisation cherche à compléter la construction d'un État véritablement sandiniste, qui se situera aux antipodes de l'ancien État centralisateur et anti-national. Dans cette perspective, il est important d'analyser en détail les objectifs à long et à court terme du plan de régionalisation.

Objectifs et étapes de la régionalisation

Le plan de régionalisation a créé un certain nombre de structures, par lesquelles on cherche: a) la coordination inter-institutionnelle, b) un développement régional plus équilibré, c) l'équilibre et l'intégration des forces productives, d) un fonctionnement plus efficace de l'État, e) et l'intégration du peuple à chacune des instances de décision. Les objectifs ne peuvent être compris que dans le contexte d'un processus dont la durée pourra être assez prolongée. Ceci explique que l'on ait identifié des objectifs à court terme, déterminés par la capacité réelle et actuelle des infrastructures et des appareils d'État et par les exigences prioritaires de la population. Ces objectifs à court terme sont: a) l'uniformisation de l'action régionale de tous les ministères et institutions de l'État, en mettant sur pied une structure unique qui unifiera l'action territoriale des institutions administratives, politiques, économiques et militaires, b) la décentralisation de l'action de toutes ces institutions, réduisant ainsi les distances (dans le sens géométrique du terme) entre l'appareil étatique et sa base populaire, c) l'acquisition d'une meilleure connaissance des ressources et des besoins des différentes régions.

Mais l'analyse ne peut ni ne doit s'arrêter là. Nelson Brown, l'un des artisans de ce plan de régionalisation, pouvait écrire récemment dans la page éditoriale du journal « Barricada », journal officiel du FSLN:

> « La régionalisation administrative en tant qu'embryon du nouvel État, sera le support à des changements plus profonds à moyen et à long terme, qui obligent à désagréger certains aspects qui jouent un rôle important dans le processus de décentralisation (...) » (Brown, 1er septembre 1982, traduction libre)

En fait, il s'agit de construire progressivement la structure territoriale du nouvel État sandiniste et d'adapter la structure politico-administrative du territoire à la nouvelle structure sociale qui est en train de se construire avec l'application de la réforme agraire, la nationalisation des richesses naturelles, la nationalisation de la banque et le développement des organisations populaires. Les mesures économiques globales du processus sandiniste cherchent à construire une société populaire et démocratique. Dans ce contexte, la régionalisation est appelée à décentraliser le pouvoir et à assurer la redistribution des services et de la richesse dans tout le territoire.

Dans une première étape, les nouvelles structures régionales amèneront les différentes régions à étudier et à aménager leurs territoires en fonction du potentiel des sols, de ses caractéristiques socio-économiques, de la dispersion ou de la concentration de l'habitat et du rôle qu'elles doivent jouer dans l'économie nationale. Il est prévu qu'à moyen terme ce processus conduira à la configuration d'unités plus petites que les régions, des zones, de façon à faire coïncider progressivement les structures territoriales et les véritables systèmes socio-territoriaux. Il est donc possible d'espérer que ces structures régionales, qui aujourd'hui ont une dimension administrative très marquée, deviendront progressivement des expressions de l'espace vécu, à travers lesquelles le peuple pourra exercer le contrôle, voire la prise en main, du territoire dans lequel il produit et dans lequel il se reproduit (dans le sens social du terme).

À long terme, le plan de régionalisation cherche la décentralisation de l'État. Ce plan devra d'une part mener à la réduction de l'appareil central de l'État, qui devra se limiter aux fonctions normatives, évaluatives et redistributives, et de l'autre à une augmentation des pouvoirs des structures régionales qui devront devenir de plus en

plus autonomes aux niveaux décisionnel et exécutif. On veut que les problèmes les plus importants de la région puissent être solutionnés sur place, avec une coordination centrale, mais de façon autonome.

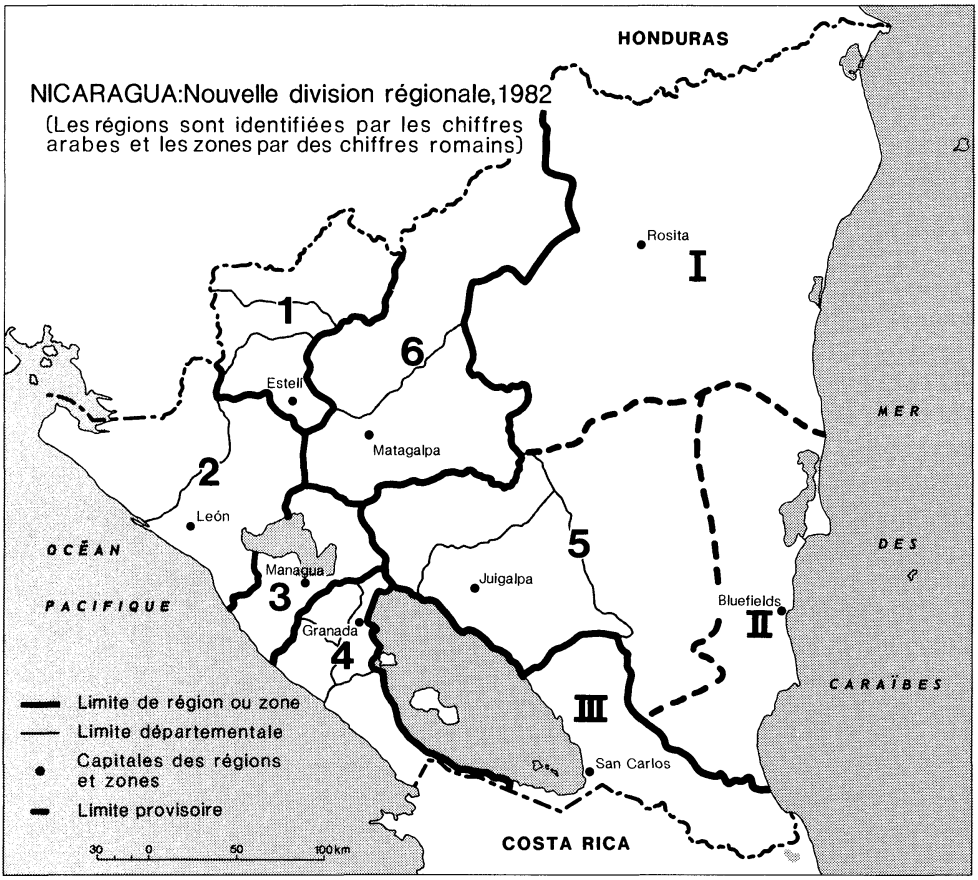
Trois étapes ont été prévues pour la réalisation de ce processus: l'étape de la coordination, celle de la double subordination et celle de la décentralisation et de l'autonomie régionale. La première étape, déjà commencée, relève de la désignation par le gouvernement d'un ministre délégué pour chacune des régions. Le ministre délégué aura comme mission principale celle de coordonner la pratique régionale de l'État, c'est-à-dire, l'action des différents ministères et institutions, en vue de rationaliser l'utilisation des ressources humaines et des équipes disponibles. Il s'agit de commencer à construire les structures régionales. Dans la deuxième étape, appelée de double subordination, on décentralisera une partie du pouvoir. Autant le ministre délégué que les délégués régionaux de chaque ministère ou institution devront se subordonner d'une part au gouvernement central, et de l'autre à leur respective structure de gouvernement régional. Cette étape implique évidemment une maturité politique et économique supérieure à celle qui existe aujourd'hui, laquelle maturité ne pourra être atteinte qu'à travers la pratique. Dans la troisième étape, celle de l'autonomie régionale, la taille du gouvernement central devra diminuer, réduisant ses fonctions à celles de l'orientation, au niveau macro-économique, du développement équilibré de l'ensemble du territoire et de la redistribution des richesses afin d'éliminer les inégalités. La responsabilité du développement économique sera alors assumée par les structures régionales. Cette étape implique un niveau avancé de développement économique, qui devra se traduire par la substitution des formes traditionnelles d'exportation, la mise sur pied de l'agro-industrialisation, et le remplacement de certaines cultures (celle du coton par celle du sucre par exemple)[22], etc. Parallèlement, rappelons-le, on implantera des structures zonales qui permettront une meilleure conduction des économies locales. C'est dans ce contexte qu'on doit insérer la nouvelle division administrative décrétée par le gouvernement du Nicaragua.

Les nouvelles régions

Pour mieux comprendre la nouvelle division territoriale il est utile de rappeler que le territoire du Nicaragua a été traditionnellement divisé en seize départements et 136 municipalités. Le plan de régionalisation regroupe les différents départements, respectant dans la plupart des cas les anciennes limites de ceux-ci, bien qu'on ait fait quelques ajustements. De cette façon on a rectifié le cas des municipalités qui pour des raisons administratives ou politiques avaient été intégrées à certains départements, même si dans les faits elles avaient des rapports économiques et sociaux avec d'autres départements (figure 6).

Ce regroupement des départements en unités régionales respecte le critère de l'homogénéité physique et socio-économique des territoires affectés. Ainsi, par exemple, des départements comme ceux de Leon et Chinandega, dans le nord-ouest du pays, spécialisés dans la production du coton depuis les années cinquante, ont formé une région. La même chose arrive au centre du pays avec les départements de Boaco et de Chontales qui sont spécialisés dans l'élevage. La population active des départements de Esteli, Madriz et Nueva Segovia, s'est spécialisée dans la production forestière et minière, formant ainsi une unité géographique homogène qui justifie la configuration d'une région. C'est le même critère appliqué dans le cas des départements de Jinotega et Matagalpa, du Centre-Nord, qui se spécialisent dans la

Figure 6



Source:Entrevues au Nicaragua,août-septembre 1982

production du café. Le problème le plus difficile à résoudre se présente dans la région de la « Côte atlantique», principalement dans le département de Zelaya qui, comme nous l'avons déjà montré, a été occupé par des monopoles internationaux axés sur l'exploitation des richesses naturelles, ayant ainsi perdu toute son unité territoriale. Le fait qu'il n'y ait aucune route utilisable en tout temps pouvant lier cette région au reste du pays est une manifestation flagrante de sa situation d'isolement. Le fait qu'il n'y ait aucune route longitudinale qui pourrait lier les différents espaces de cette région, montre son degré de désintégration (figure 5). Ceci explique le fait que cette dernière région ait été divisée en trois zones spéciales, ce qui dénote le traitement prioritaire dont elle a été l'objet (tableau 1).

Ainsi, à partir du principe de l'homogénéité, il a été possible de dresser une nouvelle division territoriale du pays. On a identifié six régions et trois zones spéciales, ces dernières divisant la « Côte atlantique», comme on vient de l'expliquer. Dans chaque région et dans chaque zone spéciale il y a une « capitale régionale»[23]. La région 1 est formée par les départements d'Esteli, de Nueva Segovia et de Madriz, la capitale étant la ville de Esteli. La région 2 est formée par les départements de Leon et

Tableau 1

Informations de base sur les nouvelles régions (selon des données de 1980)

Régions et zones	*Départements et municipalités*	*Capitale régionale*	*Population (habitants)*	*Superficie (km²)*	*Densité (h/km²)*	*Spécialisation économique principale*	*Spécialisation économique secondaire*
1	Esteli, Nueva Segovia et Madriz	Esteli	275 505	7 388	37	Bois	Coton, café, grains et minerais non-métalliques
2	Leon et Chinandega	Leon	464 408	9 896	47	Coton et grains	Minerais, élevage et industrie
3	Managua	Managua	781 987	3 597	217	Services et industries	Café et canne à sucre
4	Massaya, Granada, Carazo et Rivas	Granada	469 797	4 726	99	Canne à sucre et élevage	Bois, café et industrie
5	Boaco, Chontales et Zelaya Central	Juigalpa	251 087	17 657	14	Élevage	Mines et bois
6	Matagalpa et Jinotega	Matagalpa	340 279	16 370	21	Café	Grains et élevage
I	Zelaya Norte	Rosita	88 255	39 696	2	Mines et bois	Grains
II	Zelaya Sur	Bluefields	38 301	11 716	3	Bois	Grains
III	Rio San Juan	San Carlos	27 821	7 448	4	Bois	—

Source : NICARAGUA, INEC, *Annuario Estadistico 1980*, Managua, INEC, 1981.

Chinandega, la capitale étant située dans la ville de Leon. La région 3 ne comprend que le département de Managua et sa capitale est, évidemment, la ville de Managua. La région 4 comprend les départements du sud-ouest, situés près de l'océan pacifique, c'est-à-dire, Masaya, Granada, Carazo et Rivas avec comme capitale régionale la ville de Granada. La région 5 comprend les départements de Boaco, Chontales, et la partie centrale du département de Zelaya, plus liée avec le noyau central du Nicaragua qu'avec la « Côte atlantique ». La capitale de cette région est à Juigalpa. La région 6 est constituée par les départements de Matagalpa et Jinotega, la capitale étant la ville de Matagalpa.

Quant aux zones spéciales, on l'a déjà dit, elles se trouvent dans la région naturelle de l'Atlantique. La zone I comprend la partie nord du département de Zelaya et la capitale est située à Rosita, ancien campement minier ; la zone II comprend la partie sud du même département, et la capitale est à Bluefield ; quant à la zone III, elle comprend le département de « Rio San Juan », au sud de la « Côte atlantique », avec San Carlos comme capitale. Signalons en dernier que les gouvernements régionaux siégeront dans les capitales régionales. C'est-à-dire que c'est dans celles-ci que résideront les ministres-délégués, les délégations régionales de chaque ministère, les sections régionales du FSLN et, plus tard, les directions militaires.

La structure administrative régionale et la participation populaire

La première phase du plan de régionalisation, c'est-à-dire celle de la coordination, présente deux aspects principaux que nous devons souligner. Le premier est celui de la désignation d'un ministre-délégué et la désignation de délégués de chaque ministère et organisation nationale devant opérer dans chaque région. Le deuxième aspect est celui de la participation populaire dans les nouvelles structures régionales.

Les délégations : un début de décentralisation

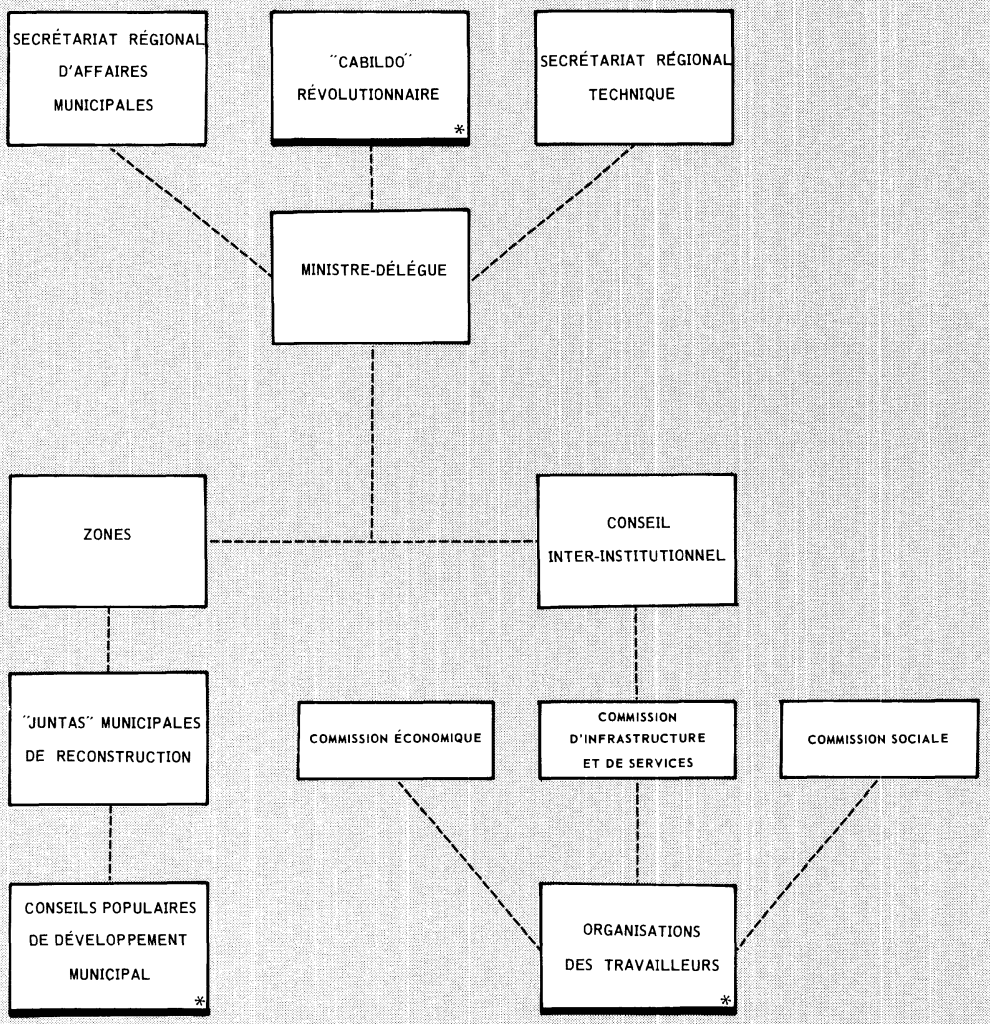
Nous l'avons déjà dit, le premier pas prévu par le plan de régionalisation consiste en la structuration d'« antennes régionales » de l'État. Ces « antennes » sont constituées par les ministres-délégués et par les délégués des différents ministères. Les ministres-délégués coordonnent le travail de l'État dans leurs régions respectives permettant d'une part l'accumulation d'expériences en matière d'administration, et, d'autre part, une meilleure connaissance des potentialités du territoire et des problèmes de la population. Le ministre-délégué est la principale autorité régionale et en tant que telle, il supervise le travail des ministères et autres entités nationales opérant en région (figure 7).

Le ministre-délégué s'appuie sur trois organismes dont les rôles et les responsabilités sont différents. D'un côté, il se nourrit de l'information provenant des organisations de masses regroupées dans un « cabildo » révolutionnaire. Composé par les organisations de masse créées par la révolution, ce « cabildo » permettra au délégué du gouvernement d'établir des rapports directs avec le peuple. De l'autre, il y a les secrétariats administratifs : le secrétariat régional d'affaires municipales et le secrétariat régional technique. Notons que le secrétariat régional d'affaires municipales découle de la décentralisation d'un organisme qui jusqu'à maintenant était centralisé

Figure 7

Nicaragua

Nouvelle structure d'administration régionale



* ORGANISMES DE MASSES

Source : Entrevues au Nicaragua, août-septembre 1982

à Managua. Cet organisme aura un rôle politique important particulièrement en ce qui concerne la participation populaire. Quant au secrétariat régional technique, il a une dimension plutôt sectorielle dans la mesure où il est composé par les délégations régionales du ministère de la Planification, de l'institut nicaraguayen de la statistique et du ministère des Finances. Ces trois délégations constituent une équipe d'appui technique à l'action du ministre-délégué.

Le ministre-délégué, les deux commissions évoquées et le « cabildo révolutionnaire » constituent en fait le gouvernement régional. En plus de ses tâches habituelles, ce gouvernement régional aura à coordonner, d'un côté le fonctionnement des différentes zones à mesure de leur configuration, ainsi que le travail des juntes municipales de reconstruction, les gouvernements municipaux, et, de l'autre, le travail des différentes délégations ministérielles et institutionnelles qui seront regroupées en trois commissions : la commission économique, la commission d'infrastructure et services, et la commission sociale. Comme nous le verrons ci-dessous, plusieurs de ces instances seront composées aussi par des organisations de masses.

La participation populaire

La participation de la base est considérée comme essentielle par les divers artisans du plan de régionalisation. Le peuple organisé dans des organisations telles la Centrale sandiniste des travailleurs (CST)[24], l'Association des travailleurs de la campagne (ATC)[25], l'Union des agriculteurs et éleveurs (UNAG)[26], les Comités de défense sandiniste (CDS)[27], l'Association des femmes Luisa Amanda Espinoza[28] (AMLAE), etc., aura une place importante dans les instances administratives et d'exécution. D'une part, ces organisations participeront dans le « cabildo » révolutionnaire ce qui leur permettra d'orienter ou de contribuer à orienter l'action du ministre-délégué et des différents secrétariats. D'autre part, ces mêmes organismes participeront dans toutes les instances sectorielles du gouvernement régional ayant des rapports avec leurs champs d'action respectifs.

Il importe de souligner que la participation du peuple dans les affaires régionales ne doit pas être considérée comme un simple vœu ou projet. On l'a déjà rappelé, la participation populaire à l'administration locale est une réalité depuis les premières victoires du FSLN, c'est-à-dire depuis la libération des premiers territoires. Depuis lors, à travers les « Juntes de reconstruction municipale » qu'elles ont elles-mêmes contribué à mettre sur pied, les organisations populaires ont participé à la solution des nombreux problèmes qui découlent de l'implantation d'un nouveau système socio-économique. C'est le cas par exemple des problèmes tels l'approvisionnement, ou encore ceux qui relèvent de la prise en charge d'implantations abandonnées par leurs propriétaires[29]. Depuis la prise du pouvoir par le FSLN, les juntes municipales se sont consolidées, toujours avec l'appui de la base. Après une première année de gouvernement populaire, le besoin est apparu de mieux organiser cette participation, d'où tirent leur origine les Conseils populaires de développement municipal (CPDM), mis sur pied en 1981. Les CPDM constituent l'embryon du pouvoir populaire au niveau local. Ils sont constitués par les juntes municipales, le secrétaire politique du FSLN, les organisations de masse, la police sandiniste, les CDS, etc.

Il convient de souligner que les CPDM se sont généralisés assez rapidement à presque tout le territoire national. Au début de 1982, on pouvait compter entre 85 et 90 CPDM à travers presque tout le pays, ce qui est assez important compte tenu du

nombre total de municipalités, soit 136. Ces CPDM se sont formés principalement dans les municipalités du Centre-Ouest du pays. Dans la région de la « Côte atlantique », ce type de structures ne s'est pas développé ce qui témoigne encore une fois des différences qui existent entre cette région et le reste du pays.

Avec la nouvelle régionalisation, les CPDM sont appelés à se consolider et à jouer un rôle encore plus important que par le passé. Le gouvernement régional devra leur donner un appui majeur ce qui leur permettra d'augmenter leur capacité d'action.

LES NOUVELLES STRUCTURES RÉGIONALES ET LA CONSTRUCTION D'UN ESPACE ÉCONOMIQUE NATIONAL

Il apparaît évident à ce stade-ci de notre réflexion que le plan de régionalisation du Nicaragua s'inspire des expériences locales que les organisations populaires ont pu accumuler pendant les trois dernières années. Par ailleurs, il est aussi évident qu'il répond aux besoins que le gouvernement sandiniste a pu identifier pendant la même période. Ces expériences et ces besoins révèlent la priorité accordée à la construction d'un espace économique homogène et intégré. Il n'est donc pas étonnant que le programme de régionalisation ait été conçu en premier lieu comme un outil destiné à augmenter l'efficacité de l'État, et, en deuxième, comme un instrument de planification économique, et ce aux niveaux national, régional et local. La recherche réalisée nous a montré que la régionalisation du pays poursuit le développement intégré des ressources et la rationalisation de l'utilisation des infrastructures et des ressources humaines.

Rappelons que le plan de régionalisation donne une dimension régionale aux divers programmes nationaux qui fonctionnent depuis les premiers mois du régime sandiniste, comme c'est le cas de la réforme agraire, de la nationalisation des banques, de la récupération des ressources naturelles, et de la socialisation de diverses industries. Tous ces programmes contribuent à la configuration du « secteur de propriété du peuple »[30] qui joue un rôle d'induction économique très important, même si ce secteur n'a pas un poids primordial du point de vue strictement quantitatif (nombre d'employés, pourcentage de la production nationale, etc.)[31].

Les nouvelles structures de gouvernement régional seront appelées à assumer des responsabilités importantes en ce qui concerne la coordination et la surveillance du fonctionnement des entreprises socialisées situées en région. Il est donc possible de faire l'hypothèse que la régionalisation est à la base d'une stratégie de développement régional à moyen et à long terme, et qu'elle devra donc apporter des solutions et des palliatifs à un bon nombre de problèmes, dont nous identifierons seulement ceux qui apparaissent comme les plus importants.

1) D'après les entrevues réalisées, le premier et le plus important de ces problèmes réside dans le caractère agro-exportateur que la division internationale du travail a imposé à l'économie nacaraguayenne à partir des années cinquante. Ce caractère agro-exportateur a inhibé la formation d'une industrie de transformation ce qui a accentué la dépendance du Nicaragua envers le marché international. L'implantation de nouveaux centres de transformation, particulièrement en ce qui concerne l'agro-industrie, apparaît comme une mesure importante permettant de diminuer la dite dépendance et d'avancer dans la configuration d'une économie polyvalente et intégrée. De tels centres devront s'installer principalement dans les zones de production agricole ce qui assurera un rôle encore plus actif aux structures régionales du gouvernement.

2) Un deuxième type de problèmes que la régionalisation devra affronter est celui de l'absence d'une infrastructure spatiale nationale. On a pu le remarquer, le territoire du Nicaragua relève de la somme d'enclaves d'origine interne et externe. Cette désarticulation du territoire a atteint des extrêmes tels qu'il n'y a aucune voie terrestre qui relie de façon permanente le territoire national de la côte du Pacifique à la côte atlantique.

3) Un troisième type de problèmes relève du poids démesuré de Managua dans la population nationale. L'on sait que Managua concentre actuellement près de 25% de la population totale. Ce pourcentage relève d'une croissance récente provoquée principalement par les courants migratoires de la campagne vers la ville. Comme un document récent du ministère de la Planification pouvait le montrer, toutes les zones et localités rurales perdent de leur population « au profit » de Managua, qui augmente de façon accélérée son poids relatif dans la population nicaraguayenne. La régionalisation devra donc être accompagnée de la formulation de projets économiques dans les régions dans le but de diminuer les inégalités spatiales et, donc, d'éliminer les causes de l'émigration de la population rurale (Miplan, 1982).

4) Un autre problème qui apparaît comme prioritaire est celui de l'agriculture migratoire qui devra être analysée avec prudence si on veut aller au-delà des aspects purement techniques. L'agriculture migratoire présente deux dimensions qui semblent être fortement liées. Il y a d'une part le déplacement de la « frontière agricole », ce qui a un rapport direct avec la destruction des ressources forestières. La concentration de la terre et l'implantation des cultures d'exportation ont provoqué le déplacement des cultures traditionnelles et l'expulsion progressive des petits agriculteurs. Ceux-ci ont exercé une forte pression vers l'est sur la frontière agricole, laquelle s'est déplacée progressivement vers la côte atlantique. Cette modification de la frontière agricole a favorisé en dernière instance les gros propriétaires fonciers, particulièrement les éleveurs de bétail qui ont pu s'approprier ultérieurement des terres déboisées, aptes pour le pâturage et l'élevage. La deuxième dimension de ce problème réside dans la semi-prolétarisation des petits agriculteurs. Les petits agriculteurs auto-suffisants, propriétaires ou locataires de superficies très restreintes cultivent des grains (maïs, fèves, etc.) pour leur approvisionnement pendant la moitié de l'année, et deviennent travailleurs salariés pendant l'autre moitié. Ces paysans et leurs familles sont employés pour la récolte dans les plantations de produits d'exportation. Ainsi, une population itinérante constituée fondamentalement par des producteurs agricoles semi-prolétarisés se déplace pendant toute la période comprise entre les mois d'octobre et de mars, et ce au rythme des besoins de la récolte dans les fermes caféières, sucrières et cotonnières. Ceci a comme conséquence d'abord la surexploitation de l'ouvrier agricole et, ensuite, l'instabilité de la population. Certains projets, particulièrement ceux qui concernent la constitution de coopératives agricoles, tendent à solutionner ce problème. De cette façon, le rôle de la régionalisation dans la modification de la situation de dépendance du petit paysan devra être important.

5) Il importe de signaler un cinquième et dernier type de problèmes. Il s'agit de la nécessité de trouver les mesures pour décentraliser les futurs investissements. Soulignons au préalable que seulement 25% de la structure nicaraguayenne est contrôlée par l'État. Il y a donc un pourcentage de 75% qui obéit encore aux lois du marché. Donc, tout en étant encadré par la structure normative de l'État, un secteur important de la production est encore déterminé par les principes de l'économie libérale, tels l'offre et la demande. Ceci a des conséquences importantes en ce qui concerne la localisation de nouveaux investissements privés, qui sont orientés par des facteurs de localisation de nature capitaliste, ce qui contribue à augmenter les

déséquilibres entre Managua, la capitale, et le reste du pays. Les facteurs capitalistes de localisation telles les externalités et les économies de dimension font que les nouveaux investissements se concentrent à Managua, malgré les plans du gouvernement. Conséquemment, la régionalisation devra être accompagnée de politiques du contrôle des investissements, de telle sorte de mitiger la force d'attraction des facteurs de localisation évoqués ci-dessus et d'insérer les nouvelles implantations économiques dans l'effort de décentralisation.

CONCLUSION

Il s'agira ici moins d'une conclusion que de l'interruption du travail et de l'évaluation des premiers constats. Il ne faut pas oublier que nous avons étudié un plan de régionalisation qui au moment de la réalisation de la recherche avait seulement un mois d'application. Il s'agit donc moins de résultats que de projets. Il nous paraît néanmoins possible de raffiner nos hypothèses de travail, surtout lorsqu'on tient compte que la régionalisation du Nicaragua s'inscrit dans un processus de construction d'un nouveau type de société, définie comme non capitaliste. Ces hypothèses nous permettront de réaliser des travaux ultérieurs sur le problème.

La principale de nos hypothèses soutenait que le plan de régionalisation était inséré dans un processus de construction de la dimension territoriale du nouvel État nicaraguayen. L'analyse réalisée nous a permis de démontrer la pertinence de cette hypothèse. Comme plusieurs auteurs ont pu le suggérer, cette entité super-structurale qu'est l'État a une importante dimension territoriale [32]. Les mêmes auteurs ont montré que dans certaines circonstances, le volet territorial de l'État entre en conflit avec le volet central de celui-ci. Dans le cas étudié, une contradiction semble en effet se produire entre un État qui est le produit d'un processus révolutionnaire, populaire et non capitaliste, et une structure spatiale, non seulement administrative mais surtout économique et sociale, relevant de l'action des régimes antérieurs qui, comme nous l'avons montré, répondaient moins aux besoins du Nicaragua qu'aux intérêts du capital financier international. De nombreux obstacles au projet social et économique de la révolution populaire sandiniste relèvent de ce conflit. Dans ce contexte, il nous semble possible de croire que seule la participation des organisations populaires aux nouvelles structures régionales pourra permettre de produire une structure spatiale en accord avec les objectifs de développement non capitaliste du processus nicaraguayen. En effet, il est clair que seulement ces forces peuvent contrer l'action de la contre-révolution qui, profitant des inégalités spatiales et des difficultés de la population, opère avec une certaine efficacité dans les localités et régions les plus défavorisées [33]. Par ailleurs, les seules classes sociales présentes dans tout le territoire national habité sont les ouvriers et les paysans. La consolidation de ce territoire national à partir de ces couches, et des segments territoriaux de l'État que ces couches pourront créer, assure l'unité du processus, et ce sans aucun mépris à l'endroit de l'apport de l'ensemble des classes et couches sociales qui d'une façon ou d'une autre participent à la construction du nouveau Nicaragua. À ce niveau se développent donc aussi les conditions pour que puisse se matérialiser la célèbre phrase de Sandino : « seuls les ouvriers et les paysans iront jusqu'au bout ».

REMERCIEMENTS

Cet article résulte d'une recherche qui a été possible grâce à l'appui de plusieurs organismes et personnes. Nous remercions en premier lieu le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH), l'Université du Québec à Chicoutimi et l'Association canadienne d'études latino-américaines et caraïbes (ACELAC) pour leur appui financier, en deuxième lieu l'Institut d'études territoriales du Nicaragua pour sa contribution à la recherche empirique, et Claude Tremblay, fonctionnaire de l'Institut des ressources naturelles du Nicaragua, pour son appui et ses judicieux conseils, et en troisième lieu toutes les personnes qui ont accepté de participer à la recherche empirique à titre d'informateur.

NOTES

* Cet article correspond au texte traduit et légèrement remanié d'une communication présentée en espagnol au congrès annuel de l'Association canadienne d'études latino-américaines et caraïbes (ACELAC) tenu à Montréal au mois d'octobre 1982, sous le titre « De la destructuracion à la estructuracion del espacio Nicaraguense». Ce texte en espagnol sera publié dans la revue *Cuadernos politicos*, édité à Mexico par la maison éditoriale ERA.

[1] Ce programme a été annoncé le 19 juillet, mais la loi qui l'a rendu officiel n'a été promulguée que le 26 juillet 1982.

[2] Ici l'État est conçu comme l'ensemble de dispositifs qui résument le volet juridico-politique des rapports sociaux. Ces dispositifs sont centraux et territoriaux. Pour une bonne explication de cette conception de l'État voir DULONG (1978).

[3] Sur la réforme agraire voir SERRANO, B. *et alii* (s.d.) et INRA (1980). Sur les différents volets du changement des structures socio-économiques voir CEPAL (1981).

[4] Ces entrevues ont été réalisées par Juan-Luis KLEIN avec la collaboration de Sodelva LEAL, fonctionnaire de l'Institut nicaraguayen d'études territoriales. C'est d'ailleurs cet organisme qui a sélectionné les personnes-ressources d'après deux critères: la connaissance du problème et la participation au processus de régionalisation. Douze entrevues ont été réalisées et enregistrées, avec une durée moyenne de deux heures chacune. Les personnes-ressources ont pris connaissance du questionnaire avant la réalisation des entrevues, lorsque ceci a été possible.

[5] Traduction littérale de « Costa atlantica».

[6] Il faut souligner que cette région a un climat tropical humide, ce qui veut dire que la saison sèche peut se limiter à un mois dans certains endroits.

[7] Sur la situation de la « Côte atlantique», qui, on doit le souligner, est encore assez mal connue, même au Nicaragua, voir CIERA (1981), BOURGOIS (1981) et IRENA (1980a).

[8] Pour une étude de cas fort illustratif de la formation des enclaves en Amérique centrale voir COLLECTIF (1976).

[9] Traduction littérale de « Protectorado del Reino Miskito».

[10] Le gouvernement de Zelaya représente les intérêts des secteurs de la bourgeoisie nationale naissante. Il était donc inspiré par des objectifs nationalistes, ce qui l'a amené à s'affronter avec les intérêts américains. Or, comme dans d'autres cas en Amérique latine à la même époque, ce gouvernement nationaliste a été obligé d'abdiquer et la bourgeoisie nationale a été battue politiquement et militairement (ROMERO, 1982).

[11] Sur l'intervention directe de l'armée américaine dans les différents pays de l'Amérique latine voir: *Histoire des interventions armées américaines* (plusieurs auteurs, 1981).

[12] Sur cet aspect en particulier, voir CIERA (1981). Sur l'histoire socio-économique du Nicaragua voir l'excellente étude de WHEELOCK (1980).

[13] Cet important aspect ne sera pas approfondi ici à cause de son ampleur et de sa complexité. Le lecteur peut se référer aux travaux de BOURGOIS, 1981; CIERA, 1981 et ORTEGA, 1982, et à un document préparé récemment par l'Institut Nicaraguayen de la Côte atlantique (Instituto Nicaragüese de la Costa Atlantica, INNICA) et publié en août 1982 sous le titre de « *TASBA PRI: a seis meses de trabajo*».

[14] Ce problème est bien résumé dans l'article de RIVA PALACIO publié dans *Le Devoir* du 13 novembre 1982, p. 5.

[15] Sur la notion de semi-prolétarisation de la paysannerie voir SACOUMAN (1979). Voir aussi FOUCHER (1979 et 1980).

[16] Sur la pénétration du coton au Nicaragua voir WHEELOCK (1980). Sur d'autres aspects du même processus voir *Apuntes de historia de Nicaragua* (1982).

[17] Sur les mécanismes mis en place pour contrer la poussée de l'érosion éolienne dans ce secteur voir JENKINS et alii (1981).

[18] La préoccupation du sandinisme pour ce problème n'est pas d'aujourd'hui. Voir la déclaration de principe du F.S.L.N. (1978) in *Latin-American Perspectives*, Vol. VI, nº 1, 1979; pp. 108-113.

[19] Cette deuxième partie du travail a été construite principalement à partir des entrevues faites entre le 25 août et le 7 septembre 1982 (voir note 4). Nous éviterons toutefois les citations et les références pour rendre la lecture plus facile, sauf quand les sources sont autres que les entrevues.

[20] Les Comités de défense sandiniste se constituent immédiatement après la prise du pouvoir par le Front Sandiniste de Libération Nationale. Leur but est de défendre les acquis de la révolution. Avant le 19 juillet 1979, ces groupes, moins nombreux, existaient sous le nom de « Comités de défense civile (CDC)», et ils avaient comme rôle d'appuyer la lutte de l'armée sandiniste et de protéger la population dans les territoires libérés. Pour plus d'information voir « *Boletin Informativo de los C.D.S.* » (nº 2), publié le 18 mai 1980.

[21] Cet important problème théorique a été traité en profondeur par BATAILLON (1977).

[22] Le sucre offre de meilleures possibilités en termes de commercialisation, les marchés étant plus variés que ceux du coton. La transformation sur place s'adaptera mieux aussi aux perspectives de développement de l'économie nationale. De plus, les défenses en capital sont beaucoup moins importantes que pour la culture du coton.

[23] En espagnol « Cabecera regional».

[24] Traduction littérale de « Central Sandinista de Trabajadores».

[25] Traduction littérale de « Asociacion de Trabajadores del Campo».

[26] Traduction littérale de « Union Nicaragüense de Agricultores y Ganaderos».

[27] Traduction littérale de « Comités de Defensa Sandinista».

[28] Traduction littérale de « Asociacion de Mujeres Luisa Amanda Espinoza».

[29] Le cas de la mine « El Limon», anciennement exploitée par Noranda Mines est un bon exemple de ceci. Noranda Mines ayant abandonné le Nicaragua plusieurs mois avant la victoire du FSLN, les travailleurs de la mine ont pris en charge les opérations. Voir KLEIN et PENA (1982).

[30] Traduction libre de « Area de propiedad del pueblo».

[31] Par exemple, en 1982, le « secteur de propriété du peuple» ne contrôlait que 20% des terres cultivées, et ne contribuait que pour ce même pourcentage à la production nationale. C'est toutefois dans ce secteur que se fait la recherche des cultures alternatives et de nouveaux modèles de développement agricole. Sur ce point voir CIERA (1982).

[32] Ce problème a été abordé d'un point de vue théorique par DULONG (1978), et ALLIES (1980). Il a été approfondi par l'étude empirique d'une des régions périphériques du Québec par DIONNE et KLEIN (1982).

[33] Les groupes contre-révolutionnaires choisissent les zones les plus défavorisées pour destabiliser le pays. Citons à titre d'exemple la pénétration d'un nombre important de parachutistes somozistes, membres de l'ex-garde nationale de Somoza, dans la localité de Matagalpa, qui a eu lieu le 13 mars 1983. Plusieurs groupes du même genre, bien qu'inférieurs en nombre (les sources nicaraguayennes évaluant à 1 500 le nombre de ces parachutistes), font constamment des actes de sabotage autant dans le Nord-Est que dans le Nord-Ouest du pays. Il faut ajouter de plus, les activités déstabilisatrices de certains groupes qui profitent d'un prestige hérité du passé et qui, dans les zones agricoles les plus pauvres, essaient de faire obstacle au projet sandiniste.

SOURCES CITÉES

ALLIES, Paul (1980) *L'invention du territoire*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble.

BATAILLON, Claude (1977) (ed.) *État, pouvoir et espace dans le Tiers-Monde*, Paris, Presses Universitaires de France.

BOURGOIS, Philippe (1981) Class, ethnicity and the state among the Miskitu Amerindiens of North-eastern Nicaragua, *Latin American Perspectives*, Vol. VIII, No. 2, pp. 22-39.

BROWN, Nelson (1982) Descentralizacion urbana, page éditoriale de *Barricada*, journal officiel du FSLN, 1er septembre.

CASINA, Roberto (1982) Nicaragua bajo el modelo de dominacion del imperialismo norteamericano (1910-1926), in Plusieurs auteurs, *Apuntes de Historia de Nicaragua*, T. 1, Managua, Universidad Nacional Autonoma de Nicaragua, Dept. Ciencias sociales, pp. 43-81.

CDS (1980) *Boletin informativo de los C.D.S.*, No. 2, Managua.

CEPAL (1981) *Nicaragua : el impacto de la mutacion politica*, Santiago, N.U.
CIERA (1981) *La Mosquitia en la Revolucion*, Managua, CIERA.
CIERA (1982) *Tres anos de reforma agraria*, Managua, CIERA.
DIONNE Hugues et Juan-Luis KLEIN (1982), L'aménagement intégré des ressources : une alternative à la marginalité rurale, *Interventions économiques*, nº 8, Nouvelle Série, pp. 85-90.
DULONG, Renaud (1978) *Les régions, l'État et la société locale*, Paris, Presses Universitaires de France.
FOUCHER, Michel (1979) Enquête au Nicaragua, partie I, *Hérodote*, nº 16, pp. 5-35.
FRENTE SANDINISTA DE LIBERACION NACIONAL (1979) Declaracion de principios, *Latin American Perspective*, Issue 20, Vol. VI, No. 1.
INNICA (1982) *Tasba-Pri : a seis meses de trabajo*, Managua, Innica.
INRA (1980) *La revolucion y el campo*, Managua, INRA.
IRENA (1980a) *Estimacion del costo de los danos causados al ambiente par las compahias mineras transnacionales en los sectores Siuna, Rosita y Bonanza de la Costa Atlantica de Nicaragua*, Managua, IRENA.
IRENA (1980b) *1er Seminario Nacional Sobre Recursos Naturales y del Medio Ambiente, Managua*, IRENA, 23-26 avril.
IRENA (1981) *Actas del II Seminario Nacional de Recursos Naturales y del Medio Ambiente*, Managua, IRENA, août.
JENKINS, Jorge et Alii (1982) *Medio Ambiente y Revolucion : Nicaragua*, Rapport à la réunion régionale inter-gouvernementale sur l'environnement en Amérique latine et le Caraïbe, tenue au mois de mars 1982, à Mexico.
KLEIN, Juan-Luis et Orlando PENA (1982) Compagnies multinationales et espaces géographiques. Noranda Mines, une étude de cas. Texte d'une communication présentée au 50e congrès de l'ACFAS, tenu à Montréal, sous les auspices de l'Université du Québec à Montréal, au mois de mai 1982.
MIPLAN (1980) *Marco de referencia nacional y Regionalizacion en Nicaragua libre*, Managua, MIPLAN, Document de travail.
ORTEGA, M. (1982) El conflicto etnia-nacion en Nicaragua, Un Acercamiento Teorico a la Problematica de las Minorias etnicas de la Costa Atlantica in, *Estado y Clases Sociales en Nicaragua*, Managua, Blas Real Espinales, pp. 161-191.
Plusieurs auteurs (1982) *Apuntes de Historia de Nicaragua*, T. 1 et 2, Universidad Nacional Autonoma de Nicaragua, Dept. Ciencias Sociales.
Plusieurs auteurs (1981) *Histoire des interventions armées américaines*, Tome II, Moscou, Sciences sociales Aujourd'hui.
RAMIREZ, Sergio (1981) *El Pensamiento vivo de Sandino*, Managua, Editorial Nueva Nicaragua.
RIVA PALACIO (1982) Raymundo, La vieille garde de Somoza achève les préparatifs de son retour au Nicaragua, *Le Devoir*, 13 novembre.
ROMERO, German (1982) El Projecto Economico-Politico de la Naciente Burguesia en Nicaragua, *Apuntes de Historia de Nicaragua*, T. I, Universidad Nacional Autonoma de Nicaragua, Dept. Ciencias Sociales, pp. 23-42.
SACOUMAN, James (1980) Semi-Proletarianisation and Rural Under-Development in the Maritimes, *Revue canadienne de sociologie et anthropologie*, vol. 17, num. 3.
SERRANO, Bayardo et Alii (1981) *El Profesional Agropecuario Ante el Cambio en Nicaragua*, Managua, INRA, S.D.
WHEELOCK, Jaime (1980) *Nicaragua : Imperialismo y Dictadura*, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales.

CARTOGRAPHIE

Conception et réalisation : Claude CHAMBERLAND, module de Géographie, Université du Québec à Chicoutimi et Suzanne LAPOINTE, département de Géographie, université Laval.
Photographie : Serge DUCHESNEAU